

« La lucidité est la blessure
la plus proche du soleil. »

René Char

« Je pense en effet qu'il y a une alliance
possible entre la lucidité - la vie est
absurde, ridicule - et la joie.
Car être heureux, c'est toujours
être heureux malgré tout. »

Clément Rosset

« Un futur qui s'avance comme
un mur d'effroi et, en vérité, nous savons
tous que tout va changer, mais nous
ne savons ni quoi ni quand. »

Vassili Golovanov

MERCI DE BIEN VOULOIR RENOUVELER VOTRE APPEL ULTÉRIEUREMENT

« Il est encore temps d'éviter le pire », « demain il sera trop tard », « il nous reste vingt ans pour changer le monde », « tout peut changer ». Les appels lyriques et solennels à l'action et à la responsabilisation rythment l'histoire de la prise de conscience du changement global.

À chaque franchissement critique d'un nouveau palier de concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, à chaque nouvelle extinction irrémédiable d'une espèce, à chaque manifestation toujours plus violente du dérèglement climatique, à chaque élection d'un nouveau chef d'État « carbofasciste » succède invariablement le nouveau catéchisme : « Inverser le cours de l'histoire est encore possible. »

Dès 1957, le psychosociologue américain Léon Festinger avait vu juste. Père du concept de dissonance cognitive, il avait théorisé l'idée selon laquelle les personnes dont les convictions sont contredites par les avancées scientifiques continuent dans leur voie et deviennent souvent des prosélytes d'autant plus fervents que ces faits sont devenus irréfutables.



Plus nous savons, moins nous croyons ce que nous savons.

Appliquée au climat et à la biodiversité, cette théorie se confirme presque chaque jour. Nous ne croyons pas au diagnostic scientifique sur le réchauffement et l'effondrement du vivant. La gravité et l'irréversibilité des effets potentiels à l'horizon des prochaines décennies entrent en collision avec notre vision du monde, avec notre foi dans le progrès technique et la rassurante conviction qu'« on trouvera bien une solution ».

On doit le concept de « schisme de réalité » au philosophe allemand Oskar Negt¹. Celui-ci décrit la coexistence de réalités disjointes. Ce concept est pertinent à l'échelle nationale mais aussi internationale. Pensons aux différentes conférences sur le climat et à tous ces engagements la main sur le cœur des grandes puissances. Ils font rarement long feu et sont immédiatement contredits par les actes. Les quelques mesures symboliques prises pour entretenir l'illusion d'un changement sont vite balayées par l'avidité à poursuivre l'exploitation des ressources d'énergie fossile, l'inaction face aux intérêts commerciaux prédateurs, l'affirmation farouche d'une souveraineté inaliénable, le tout sur fond de compétition économique exacerbée.

La double pensée et les actions contradictoires ne sont pas l'apanage des États. Elles se retrouvent à l'identique au plan local. Ceux qui louent la prétendue conscience d'élus locaux, forcément plus terre à terre, assurément plus proches des « vraies gens », agissant résolument dans le dialogue avec leurs administrés, devraient se confronter plus souvent à ces *smart cities* fantasmées où se cumulent pourtant l'agrandissement des infrastructures de transport, l'artificialisation des sols, l'extension des zones commerciales, l'abattage massif des arbres,



la préservation des intérêts en béton des promoteurs, pour ne citer que ceux-là.

« O.K., mais la société civile se bouge, elle. » C'est le nouveau mantra. L'éducation au développement durable dans les écoles aurait forgé des armées de petits écolos prêts à convaincre leurs parents et surtout à les réprimander pour leurs écarts. Les entreprises auraient cette fois-ci – juré, craché – intégré la nécessité de l'engagement environnemental, qu'encourageraient des cohortes de consomm'acteurs résolu à privilégier leurs produits éco-responsables. Les initiatives locales du milieu associatif se multiplieraient un peu partout dans les territoires pour dessiner les contours d'un nouveau modèle plus démocratique où l'entrepreneuriat, évidemment social, serait plus respectueux du vivant, voire même (si on croise les doigts assez fort) régénérateur de biodiversité. Mises à part quelques réussites contestables, mais médiatisées *ad nauseam*, cet engouement a l'épaisseur d'un trait dans un système qui poursuit son inébranlable fuite en avant mortifère.

Exagérations ? Pessimisme ? Mais où sont les preuves concrètes, indéniables, encourageantes du changement ? Dans l'absence totale d'effets tangibles sur la courbe du réchauffement depuis le protocole de Tokyo signé en 1997 ? Dans la multiplication du trafic aérien ayant atteint un record en 2018² ? Dans la production mondiale de plastique ayant doublé depuis l'an 2000 et dont 91 % des déchets occasionnés ne sont pas recyclés³ ? Dans l'épuisement du stock de ressources naturelles que l'humanité consomme toujours plus vite chaque année⁴ ? Dans le franchissement du seuil de 75 % des terres endommagées par l'homme⁵ ? Dans la surexploitation de 33 % des stocks de poissons dans le monde en 2015, contre 10 % en 1974⁶ ? Dans le quadruplement depuis 1970 des zones mortes, à court d'oxygène, dans les



océans⁷ ? Dans l'horreur des 60 milliards d'animaux terrestres d'élevage abattus chaque année, au prix d'une empreinte écologique dramatique, pour satisfaire d'imaginaires besoins nutritionnels ?

On pourrait poursuivre cet inventaire effrayant mais pourtant factuel sur la quasi-intégralité des indicateurs de l'état de santé de la planète. Car quels ont été les progrès indiscutables de l'humanité ces dernières décennies en matière d'environnement ? La réponse est sans appel pour 15 000 scientifiques de tous les pays ayant publié une tribune alarmante le 13 novembre 2017 dans la revue *Bioscience* : le bilan n'est pas médiocre, il est tout simplement catastrophique⁸. « En ne limitant pas adéquatement la croissance démographique, en ne remettant pas en cause une économie reposant uniquement sur la croissance, en ne réduisant pas les gaz à effet de serre, en n'encourageant pas les énergies renouvelables, en ne protégeant pas les habitats, en ne restaurant pas les écosystèmes, en ne freinant pas la pollution, en ne régulant pas les espèces invasives, l'humanité ne fait pas les efforts urgents et nécessaires pour préserver notre biosphère », résumant-ils, données édifiantes à l'appui.

Déjà en 1972 le fameux rapport Meadows au Club de Rome donnait soixante ans au système économique mondial pour s'effondrer, prévision confirmée par l'actualisation des données en 2004⁹. En 1992, l'Union of Concerned Scientists (UCS), un groupe américain de scientifiques indépendants, avait rassemblé plus de 1700 signataires (dont bon nombre de Prix Nobel) pour une tribune appelant déjà à « un changement majeur de notre manière de gérer la Terre si nous voulons éviter une vaste catastrophe humaine ». Plus récemment, le 6 août 2018, les conclusions de scientifiques de l'université de Copenhague, de l'Université nationale australienne